



EN ROUTE POUR LE SUD 66

LE JOURNAL DE SUD EDUCATION DES PYRENEES-ORIENTALES

Solidaires - Unitaires - Démocratiques

GAGNER

Patrice Bégnana

Le débat relatif aux journées du 7 et du 23 septembre semble s'être cantonné à la question du nombre de manifestants. On a pu entendre que les syndicats et le gouvernement criaient chacun victoire en se jetant au visage les chiffres des manifestants. Il devrait pourtant être clair que l'objectif du combat n'est pas le nombre de manifestants mais le retrait du projet de loi votée en première lecture à l'Assemblée nationale qui recule l'âge légal permettant de prendre sa retraite à 62 ans ou de pouvoir prendre sa retraite sans décote à 67 ans. Pour les salariés qui travailleront plus de 41 ans et demi parce qu'ils ont commencé tôt, c'est manifestement injuste. Et c'est inquiétant, car rien n'interdit de penser que dans quelques années, on passe à 64 et 69 et ainsi de suite. Pour les salariés qui n'auront pas leurs annuités parce qu'ils ont des périodes sans travail ou parce qu'ils ont commencé à travailler tard, c'est les condamner puisque l'espérance de vie en bonne santé est de 63 ans environ.

Depuis les lois Balladur de 1993, toutes les lois ou projets de lois vont dans le même sens : augmenter la durée de cotisations, reculer l'âge réel ou légal de la retraite, diminuer les pensions en appliquant un mode de calcul toujours plus défavorable. La retraite étant un salaire différé, le but est clair : diminuer les salaires et donc les revenus du travail au profit de ceux du

Dispensé de timbrage **PERPIGNAN CTC**

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE



SUD Éducation 66 - 3, impasse San Gil - 66000 Perpignan

Sud

Sommaire

Édito : Gagner.....	1-2
Retraites, pensions : trop de mensonges	3
Livre : <i>Pour un « big bang fiscal »</i>	4-5
Défendons le lycée de Céret !.....	5
Syndicalistes unitaires : Pour le retrait du projet de loi sur les retraites et pour nos revendications syndicalistes pour la grève générale.....	6-7
La reconduction : mythe ou réalité ?	8

LUTTES

capital. Les arguments sur l'allongement de la vie ou sur les déficits que devront payer nos enfants ne sont que l'habillage de cette offensive continue. Quant aux privilèges de la fonction publique ou de certaines professions, ils sont l'habillage "éthique" de ce qui n'est que lutte intéressée.

Après avoir perdu contre Balladur sans avoir lutté, avoir gagné provisoirement en 1995 contre Juppé puis perdu contre Fillon en 2003, le mouvement social se retrouve confronté à un nouveau conflit. Le temps des luttes pour obtenir des acquis sociaux a fait place à un combat pour conserver ceux qui restent.

Gagner, ce sera amener le gouvernement à retirer ce projet de loi avant de pouvoir reprendre le combat pour obtenir de nouveaux acquis sociaux.

Dans une lutte, ce qui compte, c'est le rapport de forces. Or, quelques manifestations par mois accompagnées de grèves ou non, quelques nécessaires qu'elles soient, seront-elles suffisantes

pour gagner ? L'expérience des journées de 2003 n'est pas encourageante. En l'absence d'autres perspectives immédiates, y participer est une obligation car renoncer à lutter, c'est accepter la régression sociale. Mais combien de journées faudra-t-il pour que le gouvernement renonce à sa loi ?

Si la grève reconductible ou la grève générale ne se décrètent pas, encore faut-il pour construire l'une ou l'autre les envisager sérieusement, les proposer aux salariés du public comme du privé quelle que soit la taille de leur entreprise, les porter sur la place publique et donc refuser de se glorifier

du nombre de manifestants. Seules la grève reconductible ou la grève générale peuvent créer le rapport de forces nécessaire pour l'emporter.

Car, quelques jours de grève témoignent du mécontentement – et c'est déjà quelque chose – mais sont insuffisants pour établir le rapport de force nécessaire pour gagner. ■

Le temps des luttes pour obtenir des acquis sociaux a fait place à un combat pour conserver ceux qui restent.

LUTTE CONTRE LE RACISME

ENAR - RÉSEAU EUROPÉEN CONTRE LE RACISME

ENAR (European Network Against Racism) a diffusé une lettre ouverte le 24 octobre exprimant son soutien total à la Commissaire européenne à la justice, aux droits fondamentaux et à la citoyenneté, Mme Reding, dans sa condamnation courageuse des expulsions de Roms par le gouvernement français et son intention d'engager des poursuites contre la France pour avoir expressément discriminé contre les Roms en appliquant les lois de liberté de circulation.

ENAR a appelé la Commission à engager ces poursuites contre la France rapidement, mais également contre tous les autres États membres de l'UE qui enfreignent les droits des minorités. Il a également appelé tous les dirigeants européens à prendre une position ferme et unie contre les politiques qui stigmatisent et discriminent envers

les Roms de manière délibérée et à adopter une stratégie européenne coordonnée et complète pour l'inclusion des Roms. ■



-MAIS C'EST UNE ROULOTTE QU'ON A LOUÉE POUR LES VACANCES!
-OUI OUI ILS DISENT TOUS ÇA, LES VOLEURS DE POULES!

POUR EN SAVOIR PLUS :

<http://www.enar-eu.org/Page.asp?docid=25336&langue=FR>

RETRAITES, PENSIONS : TROP DE MENSONGES

Francis Maury

Parce que nous savons que nous ne gagnerons pas en nous contentant de journées d'action isolées, parce que nous savons que seul un mouvement de grève générale interprofessionnelle est une réponse à la hauteur de l'attaque menée par le gouvernement et qu'un tel mouvement se décide à la base par les travailleurs eux-mêmes, nous appelons les organisations syndicales réellement responsables à mettre urgemment en débat dans leurs instances un durcissement de la lutte des salariés, chômeurs, précaires, de ce pays. Notre réponse doit être à la hauteur du mépris affiché par un gouvernement responsable d'un accroissement flagrant de l'inégale répartition des richesses ; un gouvernement n'hésitant pas à mentir, à tricher, à punir, à exclure, expulser et dont les préoccupations restent de sur-communiquer sur les menaces terroristes pour nous endormir et d'engraisser les actifs du CAC40.

Un exemple du « comment se passe la crise chez certains » : en 2009, les dirigeants des sociétés de l'indice

CAC 40 se sont partagés une rémunération globale de 79,5 millions d'euros. Un chiffre en hausse de 4% par rapport à l'an dernier (76,4 millions d'euros) qui ne reprend que "les seules rémunérations fixes, variables et/ou exceptionnelles" et exclut les stock-options et les actions gratuites.

Un exemple dans l'exemple : *Le PDG de BNP Paribas Baudoin Prot, se fera par exemple verser la moitié de ses bonus sur trois ans, en fonction de la « rentabilité des fonds propres » et du cours de l'action. Sa rémunération n'en a pas moins augmenté de 151% en 2009.* [source : http://www.lexpansion.com/economie/actualite-economique/les-salaires-des-patrons-du-cac-40-en-hausse-de-4-pourcent_230947.html]



Un exemple de calcul de pension, après 2003 (1993 pour le privé), la « deuxième couche Sarkozy » fait mal, très mal !!!

- Exemple 2020 (sans contre-réforme Sarkozy)

1) Fonctionnaire d'État ayant 38 ans d'annuités donc 152 trimestres, liquidant sa retraite en 2020, (41 années - soit 164 trimestres sont exigés en 2020. Loi Fillon), 75% multiplié par $152/164 = 69,51\%$

2) Il manque $164-152=12$ trimestres. En 2020, le taux de décote par trimestre est 1,25%. On obtient $12 \times 1,25\% = 15\%$

3) On applique ce pourcentage à 69,51%. On obtient $69,51\% \times 15/100 = 10,42\%$

4) On soustrait ce pourcentage à 69,51%. On obtient $69,51\% - 10,42\% = 59,09\%$

L'agent concerné touchera en 2020, 59,09% du salaire de référence

- Exemple 2020 (avec contre-réforme Sarkozy)

1) Fonctionnaire d'État ayant 38 ans d'annuités donc 152 trimestres, liquidant sa retraite en 2020, (41 années et demi - soit 166 trimestres seraient exigés en 2020), 75% multiplié par $152/166 = 68,67\%$

2) Il manque $166-152=14$ trimestres. En 2020, le taux de décote par trimestre est 1,25%. On obtient $14 \times 1,25\% = 17,5\%$

3) On applique ce pourcentage à 68,67%. On obtient $68,67\% \times 17,5/100 = 12,01\%$

4) On soustrait ce pourcentage à 68,67%. On obtient $68,67\% - 12,01\% = 56,66\%$

L'agent concerné touchera en 2020, 56,66% du salaire de référence soit une baisse supplémentaire de 2,43 points du taux de pension.

SUD ÉDUCATION 66 VOUS INVITE A CONSULTER UN DIAPORAMA SIMPLE ET ÉDIFIANT SUR LES CAUSES RÉELLES DU DÉFICIT DES CAISSES DE RETRAITES. SURPRENEZ-VOUS, OUVREZ LES YEUX. En lien sur le site SOLIDAIRES ci-dessous : <http://www.solidaires.org/article32580.html> ■

POUR UN « BIG BANG FISCAL »

Livre écrit par ATTAC et l'Union SNUI SUD Trésor Solidaires

Francis Maury

Le livre d'Attac Pour un « big bang fiscal », coordonné par Vincent Drezet secrétaire national de l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, est disponible sur commande au bureau national de l'Union ou en librairie.

Ce livre revient sur le sens de l'impôt, retrace les tendances fiscales à l'œuvre, analyse leurs conséquences et livre des pistes et des propositions fiscales qui, à l'heure actuelle, permettraient d'en finir avec la logique dominante qui a provoqué les différentes vagues de la plus profonde crise du néolibéralisme. Edition Le bord de l'eau, 2010, 159 pages, 10 euros.

Il n'est pas toujours besoin d'écrire un gros livre pour se faire entendre. A preuve, ce petit opuscule rédigé par Vincent Drezet pour l'association Attac. Simple, bref, il offre au lecteur non spécialiste à la fois une réflexion sur l'impôt, une critique de la politique fiscale du gouvernement actuel et un projet politique de rénovation.

L'ouvrage s'ouvre par un rappel de base sur le rôle de l'impôt: celui-ci sert à financer les politiques publiques, à corriger les inégalités de revenus et de patrimoine et à modifier certains comportements (devenir plus écolo, etc.).

Un choix de société

L'auteur poursuit en taclant deux grandes idées libérales. Selon la première, l'impôt doit être neutre sur l'activité économique. Pas du tout, assène Vincent Drezet: au contraire, c'est l'instrument de choix politiques qui résultent de choix de société qui doivent être assumés comme tels. Selon la seconde, l'impôt est un prélèvement restreignant la liberté de chacun de faire ce qu'il veut de son argent, comme si les sommes prélevées disparaissaient dans une sorte de trou noir de la sphère publique. Or, les impôts financent des services publics et les prélèvements obligatoires représentent les contributions communes "dont le niveau général marque le degré de socialisation (pour ne pas dire de civilisation) d'une société". Sans impôts, il faudrait tout de même financer des écoles, des

hôpitaux, etc., et rien ne dit que ces services seraient moins chers s'ils étaient proposés par le secteur privé - l'exemple des services de santé américains prouve même le contraire. On sait, en tout cas, que leur accès deviendrait plus inégalitaire: combien de familles pourraient envoyer leurs enfants à l'école quand le coût de l'éducation d'un collégien est estimé à 8 000 euros par an ?

Critiquant l'idéologie du moins d'impôts et la façon dont elle a été mise en œuvre par le gouvernement actuel, le livre rappelle qu'en 2009, grâce au bouclier fiscal, 979 contribuables au patrimoine supérieur à 16 millions d'euros ont reçu en moyenne un chèque de 376 134 euros. Trente années de Smic...

Propositions

Toute la fin du livre est consacrée à proposer et à discuter un ensemble de réformes visant à améliorer l'efficacité et l'équité du système fiscal français. Les propositions de taxe carbone ou équivalentes sont passées au peigne fin. Et si le livre n'est pas opposé au principe d'un impôt vert, il souligne le danger de substituer une fiscalité écologique, par nature éphémère (si elle est efficace, elle doit changer les comportements et réduire sa base d'imposition), à des impôts existants, ainsi que l'aspect anti-redistributif d'écotaxes pesant sur la consommation.

Tout en condamnant la multiplication des niches fiscales et le fait que l'essentiel des bénéficiaires sont ceux qui gagnent assez pour en



LIVRE

profiter, l'ouvrage souligne que certaines d'entre elles bénéficient aux classes modestes comme la prime pour l'emploi, la réduction accordée au titre des frais de dépendance ou encore l'exonération des intérêts des livrets A. Plutôt qu'un coup de rabet général sur ces niches, il faudrait évaluer chacune d'elles pour juger de la pertinence de leur maintien.

Le livre dénonce également des impôts locaux de plus en plus complexes et injustes, et ouvre plusieurs pistes de renouvellement.

Enfin, Attac ne serait pas Attac si les dernières pages n'étaient pas consacrées à promouvoir la lutte contre les paradis fiscaux et la nécessité de mettre en oeuvre des taxes globales, notamment

sur les transactions financières. Et puisqu'un autre monde est toujours possible, Attac appelle à la création d'une autorité fiscale mondiale pour coordonner les stratégies des Etats, éviter la concurrence fiscale, régler les différends et lutter contre la fraude. C'est dans les utopies d'aujourd'hui que l'on puise les politiques de demain...

Commentaire de Christian Chavagneux, *Alternatives Économiques* n° 293 - juillet 2010

Pour le commander, en lien sur :

http://www.snui.fr/agt_adh/actualite/2010/juin/bigbang_fiscal_140610.html ■

LYCÉE DE CÉRET

DÉFENDONS LE LYCÉE DÉODAT DE SÉVERAC

Depuis 1928 ce lycée assure une formation de qualité ouverte à tous.

Il est, au cœur du territoire, l'outil indispensable de sa cohésion. Implanté entre mer et montagne, il contribue à l'unité de notre pays en maintenant l'équité entre les hauts cantons et la côte.

C'est un lycée polyvalent à taille humaine avec un personnel stable et impliqué.

Il est l'unique lycée du département qui assure la continuité d'un enseignement bilingue en catalan sur tout le territoire.

La rénovation en cours du lycée Déodat de Séverac aura coûté près de 13 millions d'euros.

Aujourd'hui, des décisions politiques et administratives absurdes menacent ce lycée dont la disparition est programmée à partir de 2014.

C'est l'avenir de nos jeunes qui est en jeu !

C'est inacceptable ! Nous appelons la population ainsi que ses élus à se mobiliser et à refuser cette absurdité.

Défendons un lycée rénové, doté de prestations de qualité.

Défendons un lycée qui assure le dynamisme et la cohésion du territoire.

Il est notre patrimoine, défendons-le.

<http://defenselyceeceret.wordpress.com> ■



Pour le retrait du projet de loi sur les retraites et pour nos revendications syndicalistes pour la grève générale

Syndicats de la CGT, de la FSU, de Solidaires, de la CNT, de la CDMT, de la CTU, du STC, ... Ensemble, nous construisons la grève générale pour le retrait du projet de loi sur les retraites ! Ensemble, pour un syndicalisme de lutte plus fort et plus efficace.

Le projet de loi sur les retraites est encore une preuve que la lutte des classes existe, et que la classe sociale qui n'est pas la nôtre la mène activement. Les annonces catastrophistes à coup de milliards qui manqueraient pour nos retraites ont pour seul but de masquer la réalité : patrons et gouvernement veulent nous faire travailler plus longtemps et nous payer moins, pour dégager encore plus de profits sur notre travail.

Pourtant, de l'argent il y en a... dans les poches du patronat et des actionnaires.

Sur seulement 3 ans, de 2007 à 2009 (année de crise !), les entreprises françaises du CAC 40 ont fait 212 milliards de bénéfice. En 2009, ces mêmes entreprises ont distribué 39 milliards d'euros à leurs actionnaires. Les « niches fiscales » réservées aux 1% les plus riches représentent 3 milliards par an, les cadeaux au patronat sous forme d'exonérations de charges sociales, 15 milliards chaque année. **Largement plus que les sommes, parfois fantaisistes, qu'on nous dit nécessaires dans 40 ans !**

- Avant la fin du travail des enfants, les patrons expliquaient « *ce n'est pas supportable économiquement, on ne peut pas !* ».

- Avant la journée de 8 heures, les patrons expliquaient « *ce n'est pas supportable économiquement, on ne peut pas !* ».

- Avant les 40 heures, les patrons expliquaient « *ce n'est pas supportable économiquement, on ne peut pas !* ».

- Avant les 35 heures, les patrons expliquaient « *ce n'est pas supportable économiquement, on ne peut pas !* ».

- Avant la retraite à 65 ans, les patrons expliquaient « *ce n'est pas supportable économiquement, on ne peut pas !* ».

- Avant la retraite à 60 ans, les patrons expliquaient « *ce n'est pas supportable économiquement, on ne peut pas !* ».

Aujourd'hui, c'est pareil ! Mais le rapport de forces entre classes sociales étant ce qu'il est, **gouvernement et patrons ne luttent plus contre la réduction du temps de travail mais pour le rallonger.**

2 ans de plus pour avoir droit à la retraite, c'est comme nous reprendre 24 années de congés payés, comme s'il fallait les rembourser avant de partir en retraite !

Il faut arrêter ça ! **Retrait du projet de loi, annulation des contre-réformes des retraites qui se succèdent depuis 1993, prise en compte des revendications syndicales sur les travaux pénibles et dangereux, l'égalité professionnelle entre femmes et hommes, etc.** Soyons à l'offensive ! Nous sommes légitimes à vouloir récupérer le fruit de notre travail, à vouloir en décider l'utilisation pour le bien être collectif.

Les journées de grève et manifestations interprofessionnelles de ces derniers mois, et aussi plusieurs luttes sectorielles, confirment que les travailleurs et travailleuses veulent se battre. L'expérience montre que face à des enjeux comme le projet de loi sur les retraites ou pour obtenir satisfaction sur nos revendications, **la répétition de journées isolées ne permet pas de gagner.**

En 2009, la grève générale a débouché sur des acquis en Guadeloupe et en Martinique.

En France, la même année, les journées d'action de janvier, mars, avril, mai n'ont rien donné et se sont terminées par une mobilisation affaiblie en juin. Tirons le bilan de nos expériences, ne recommençons pas la même chose en 2010. Mars, mai, juin, septembre, nous étions des millions dans la rue ; cela crée un rapport de forces, mais il faut maintenant l'utiliser, assumer l'affrontement social... c'est ce

qui nous permettra de gagner.

Nos collectifs syndicaux CGT, FSU, Solidaires, CNT, CDMT, CTU, STC déclarent travailler ensemble à construire un mouvement d'ampleur, la grève générale pour le retrait de ce projet de loi sur les retraites et pour la satisfaction de nos revendications !

Au-delà de cet important enjeu, **nos sections syndicales, syndicats, unions interprofessionnelles, fédérations, réfléchissent ensemble aux moyens à mettre en œuvre pour renforcer le syndicalisme de lutte** : réunissons-nous à la base, dans les entreprises, les services, les villes... opposons-nous solidairement aux méfaits du patronat... échangeons sur nos pratiques... travaillons ensemble nos revendications... dégageons des axes revendicatifs précis et unifiants... faisons connaître les luttes...

Maintenant, il faut agir !

C'est au nom de « la crise » que gouvernement et patronat veulent nous imposer de nombreux reculs sociaux. Le projet de loi sur les retraites est l'attaque frontale et générale ; mais l'offensive patronale se traduit aussi par les licenciements, la précarité, les salaires bloqués, des conditions de travail exécrables, etc.

Mais cette crise, c'est celle de leur système économique : le capitalisme qui repose sur l'exploitation de la grande majorité (salarié-e-s en activité, au chômage, en retraite, en formation) par une minorité (patrons et actionnaires). **Cette crise, c'est celle de leur système politique.** Celui des services rendus contre quelques légions d'honneur, celui des conseils aux milliardaires pour se soustraire à la loi pendant qu'est prônée la « tolérance zéro » contre la délinquance, celui qui nie le droit à l'autodétermination des peuples, qui attise le racisme, les discriminations. Celui où la démocratie est remplacée par l'élection de politicien-ne-s professionnel-le-s qui considèrent n'avoir aucun compte à rendre de leur mandat.

Patronat, banques, institutions internationales (FMI, Banque mondiale, ...) sont autant de relais

du capitalisme engagé dans une offensive globale contre la classe ouvrière : destruction des services publics, gel ou baisse de salaires, démantèlement des garanties sociales, répression antisyndicale ... **les recettes du capitalisme sont internationales. Le syndicalisme doit aussi répondre à ce niveau, avec une détermination bien plus grande que cela ne se fait actuellement.**

Syndicalistes, nous pensons que c'est l'action directe et collective des travailleurs et des travailleuses qui fait changer les choses. Notre démarche n'est pas proclamatoire mais soucieuse de construire la grève générale nécessaire. Il ne s'agit pas d'exiger des structures syndicales nationales d'agir en dehors des mandats décidés dans le cadre de leur fonctionnement interne.

Nous voulons :

- ⇒ **Rassembler, coordonner, les nombreux collectifs syndicaux** de lutte. Pour cela nous appelons toutes les structures, tous les syndicalistes qui se reconnaissent dans cet appel à provoquer des réunions locales afin d'en faire l'outil d'un débat syndical renouvelé à la base.
- ⇒ **Unir nos efforts**, entre sections syndicales, syndicats, unions interprofessionnelles, fédérations,
- ⇒ **Construire un réseau syndical** utile à toutes celles et tous ceux qui veulent défendre et pratiquer un syndicalisme de lutte, un syndicalisme qui affirme que nos intérêts sont opposés à ceux de nos exploiters.
- ⇒ **Gagner sur les retraites !**

Syndicats de la CGT, de la FSU, de Solidaires, de la CNT, de la CDMT, de la CTU, du STC, ... Ensemble, nous construisons la grève générale pour le retrait du projet de loi sur les retraites ! Ensemble, pour un syndicalisme de lutte plus fort et plus efficace. ■

www.syndicalistesunitaires.org

contact@syndicalistesunitaires.org

MOUVEMENT SOCIAL

LA RECONDUCTION : MYTHE OU RÉALITÉ ?

- Haute-Loire (43) : En reconduction depuis le 27 (votée le 23 en AG)
- L'Orne a voté en AG le début de la reconduction au plus tard le 5 octobre. Gros travail de mobilisation jusque-là !
- Tarn : L'AG SUD-Solidaires, FSU, CGT-fapt, FO-fnec-fp a voté la reconduction. PTT depuis le 24, Éducation nationale depuis le 27, santé : reconduction dans quelques secteurs.
- Paris : Grève reconductible dans l'Éducation nationale depuis le 24.
- Ain : l'AG Solidaires d'Ambérieu a voté la reconduction pour le 24, 28, 29, 30, 1 ...
- Hérault (34) : Éducation nationale en reconduction depuis le 24 à l'appel du SNUipp, SUD éducation et CNT.
- Bouche du Rhône (13) : Solidaires 13 a voté en AG la reconduction le 24. Des foyers dans les PTT, la santé et l'éducation.
- Loire Atlantique (44) : Reconduction dans l'Éducation nationale avec les salariés de la raffinerie de Donges (SUD chimie).
- Puy de Dôme (63) : L'AG Éducation nationale a voté le départ de la grève reconductible à partir du 30-09
- Rhône (69) : Appel à une journée de grève départementale le 28 pour construire la reconduction.
- Franche Comté : Appel, Éducation nationale – PTT – Télécom – hôpital - rail, à la reconduction le 24. Peu suivi, ils remettront cela la prochaine fois.
- Haut de Seine (92 nord) : L'AG avec des syndiqués de SUD, FSU, CGT, FO a voté la reconduction. Principalement Éducation nationale et cheminots en grève depuis le 27.
- CGT et SUD chimie en reconduction dans les raffineries TOTAL depuis le 24.

... et tous ceux dont nous n'avons pas encore connaissance au moment où nous mettons sous presse !

Bien entendu, la presse n'en parle pas et n'en parlera pas ! Peur de la contagion ?

Et si nous dans les P-O nous tentions de construire quelque chose ? Pour cela il nous faut être plus nombreux aux AG, c'est là que cela se décide. ■



éducation
Sud66

3, impasse San Gil
66000 PERPIGNAN

tél. : 06.84.89.01.17

e-mail :
sudeducation.66@laposte.net

site web
départemental :
www.sudeducation66.org

Site web
national :
www.sudeducation.org

**Permanences
tous les vendredis**

L'Équipe Syndicale de SUD Éducation 66 :

- Francis Maury (déch. 6h)
- Emmanuel Peroy (6h)
- Marc Anglaret (6h)
- Patrice Bégnana
- Michel Benkemoun
- Patrick Billard
- Anne-Julie Borne

En route pour le Sud 66

Trimestriel

N°27 - Septembre / Octobre /
Novembre 2010

N° de CPPAP : 0913 S 06756

Directeur de publication :
Benjamin Garcia

Journal imprimé par
SUD Éducation 66
3, impasse San Gil
66000 Perpignan